

GAZELLE

La gazette de la sélection

N°1, 17 avril 2018

*Publication éphémère à périodicité aléatoire
Par le SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg*



Ce premier numéro de Gazelle aurait dû être inventif, humoristique et joyeux, à l'image des productions des étudiants en lutte de l'Université de Strasbourg. Mais les décisions et la stratégie de l'équipe présidentielle ont un peu perturbé notre projet et, à défaut d'humour, nous tentons le sourire de l'intelligence et la pratique critique. Trois faits défraient la chronique de la sélection au sein de notre université et au-delà. Nous les évoquons ci-dessous en adressant une ultime prière à notre président : ne demandez pas l'intervention des CRS dans notre université !

1. Les errements du vice-président Formation

Faut-il que le vice-président Formation de l'Université de Strasbourg remette sa démission à Michel Deneken ? Il n'appartient pas au SNESUP-FSU de répondre à cette question, mais nous estimons qu'elle mérite d'être posée et qu'il reviendra à Benoît Tock de prendre sa décision en conscience. Exercice déplacé de son mandat et graves maladroites témoignent à tout le moins d'une certaine fébrilité. Deux faits méritent d'être portés à la connaissance de toutes et tous.

Ce lundi 16 avril, le VP Formation a envoyé aux directeurs de composantes et aux responsables administratifs un courrier rappelant les conditions d'exercice du droit de grève et les modalités de contrôle des personnels grévistes. Outre que le contenu du message comporte quelques flottements (voir [ici](#) pour un rappel précis des règles), outre que Benoît Tock y sous-entend que les enseignants-chercheurs se mettent en grève pour ne pas satisfaire à leurs obligations statutaires, nous nous interrogeons sur la fonction de l'expéditeur d'un tel rappel à la loi. En effet, le sujet relève de la responsabilité de la DGS et de la DRH et en aucun cas du VP Formation. Et que penser du fait que Benoît Tock « ne pense pas opportun de transmettre ce message, tel quel, aujourd'hui, aux personnels placés sous votre autorité » ?

François Gauer, vice-président Transformation numérique et innovations pédagogiques, qui accompagnait Benoît Tock à l'AG des étudiants du 12 avril - un courage qu'il convient de saluer, mais que n'a pas encore eu le président - adressa cette phrase aux étudiants : « On réussit mieux quand on est à sa place ». Si cette phrase témoigne d'un certain mépris à l'endroit des étudiants, ne retrouverait-elle pas du sens à s'appliquer au VP Formation ?

Autre fait, de portée nationale : Benoît Tock a cru bon de signer la [contre-tribune de 50 vice-présidents](#) qui ont pris la défense de la loi Vidal, tribune qui espérait limiter la fronde des milliers d'enseignants-chercheurs qui ont signé [la pétition](#) par laquelle ils s'engagent à ne pas mettre en œuvre la sélection. C'est évidemment son droit. Mais cette tribune pose au moins deux problèmes, l'un d'ordre éthique, l'autre à caractère scientifique. D'une part, les étudiants sont traités comme des produits commerciaux, comparés qu'ils sont à des gâteaux ou des avions, voire à des malades ; d'autre part, le titre lapidaire de cette tribune (« 28% de réussite à la fac ? Ça suffit, il faut agir ! ») ainsi que son contenu laissent accroire que plus de 70% des étudiants échouent à l'université. Ce chiffre pris isolément n'a aucune valeur statistique ou scientifique s'il n'est pas mis en regard d'autres données, ce que des études sérieuses ont heureusement pris soin de faire (voir [ici](#) par exemple). Nous déplorons que cette tribune signée par un vice-président de notre université ne réponde en rien aux règles élémentaires d'une démarche scientifique, dégrade l'image de l'université française et le travail qu'y accomplissent des dizaines de milliers de chercheurs et d'enseignants-chercheurs. Cette tribune est une honte pour notre communauté scientifique.

En moins d'une semaine le VP Formation aura donc réussi le tour de force de participer à une lamentable entreprise de dégradation de l'image de l'Université française auprès de nos concitoyens et de ternir sa propre image auprès de l'ensemble des directeurs de composantes de notre université. Le président Deneken serait bien inspiré de remettre de l'ordre au sein de son équipe.

2. Une consultation biaisée, au mépris souverain des élu.e.s

Nous avons appris par voie de presse, lundi 16 avril au soir, que Michel Deneken, à l'instar de quelques autres présidents, a décidé de lancer une consultation électronique auprès des seuls étudiants, leur demandant de se prononcer pour ou contre les blocages. Bien sûr, il n'a pas songé à leur demander s'ils sont pour ou contre la loi ORE, ce qui aurait pu avoir un certain intérêt. Opposer les étudiants entre eux ne constitue en rien une voie de dialogue. Mais c'est avant tout sur le procédé de la consultation électronique en lui-même que nous exprimons de fortes réserves. Nous considérons tout d'abord qu'aucun vote ou consultation ne devrait s'organiser sans débat préalable et que seul ce débat peut permettre à toutes les positions légitimes de s'exprimer. Nous estimons ensuite que cette consultation électronique ne peut en aucun cas se substituer aux débats et délibérations des conseils centraux de notre université. Nous déplorons à cet égard que Michel Deneken n'ait toujours pas répondu, ni à notre demande de convocation d'un congrès, ni à celle d'un Conseil d'administration extraordinaire par des élus du CA. Enfin nous nous interrogeons sur l'organisation et sur les conditions de l'exploitation de cette consultation électronique.

3. Un débat sans contradicteurs à la tribune :

Notre équipe présidentielle n'est décidément pas très soucieuse du caractère équilibré et démocratique des débats dans notre université. Nous avons appris, avec un délai de 24h, et uniquement sur [le site de l'université](#), la tenue d'une « conférence-débat » (*sic*) sur la loi ORE ce 17 avril à 17h, sans aucune place accordée au contradictoire dans son organisation. Comme le SNESUP-FSU, ni aucune organisation syndicale, ni aucun élu des conseils centraux à notre connaissance, n'ont été invités à cette « conférence » dont les 5 débatteurs sont vice-présidents de l'université (quatre homme et une femme : bravo la parité !), nous encourageons tout.e.s les collègues à consulter [le Blog de Janine](#), ou bien à se délocaliser virtuellement à l'autre bout de la France, à l'université de Pau, en découvrant [un diaporama](#) sur la réforme conçu dans **une université qui ne classera aucun dossier dans les formations qui ne sont pas en tension.**